

PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE /
CARAÏBE

L'AMÉRIQUE LATINE, LE NON-ALIGNEMENT ET LA DEUXIÈME GUERRE FROIDE

PAR

Carlos FORTIN / PROFESSEUR, THE INSTITUTE OF DEVELOPMENT STUDIES, UNIVERSITÉ DU SUSSEX

Jorge HEINE / PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES, UNIVERSITÉ DE BOSTON

Carlos OMINAMI / DIRECTEUR DE LA FONDATION CHILI 21, ANCIEN MINISTRE DE L'ÉCONOMIE DU CHILI

SEPTEMBRE 2020

ANALYSE #1



Rarement une pandémie comme celle de la Covid-19, déclarée au début de l'année 2020, a autant mis en évidence la fragilité d'une Amérique latine divisée face aux défis globaux. Même si le virus a mis un certain temps pour s'attaquer à la région, une fois installé, il s'est vite imposé et a déclenché une réponse assez chaotique où chaque pays a décrété un " sauf qui peut ", provoquant des pertes en vies humaines très conséquentes. Des frontières ont été fermées du jour au lendemain, des dizaines de milliers de voyageurs ont été retenus à l'étranger, des gouvernements se sont retrouvés en compétition ouverte devant les marchés mondiaux pour se procurer des équipements médicaux à des prix excessifs, et l'absence presque totale de coordination intergouvernementale face à un évènement qui dépasse de beaucoup les frontières nationales a été la marque de ce tragique épisode.

Ceci n'aurait pas dû arriver. Comme l'a signalé l'universitaire Pía Riggirozzi, il y a une décennie, il existait dans la région des accords de coopération en matière de santé, sous l'égide de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et du Marché commun du Sud (MERCOSUR), qui auraient pu alléger l'impact de cette crise, qualifiée par le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres comme la plus importante subie par l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale.

Même si elle peut durer encore deux ans, cette pandémie, comme d'autres d'ailleurs, passera. Ce qui ne passera pas en revanche sera l'impuissance d'une région divisée devant d'autres défis mondiaux qui vont sans doute se présenter. Loin d'aider à diminuer les tensions internationales, la pandémie les a exacerbées. Elle a, d'ores et déjà, fortement encouragé les partisans d'une deuxième guerre froide entre les États-Unis et la Chine. Pendant que certaines autorités nord-américaines parlent du " virus chinois " et du " virus de Wuhan ", le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois a parlé d'une possible création du virus aux États-Unis. Washington a expulsé des États-Unis de nombreux journalistes chinois, et Pékin a fait de même avec des journalistes américains travaillant en Chine. Plusieurs projets de loi destinés à limiter les flux commerciaux et les investissements avec la Chine ont été présentés au Sénat des États-Unis. Tout laisse à penser que ce n'est que le début d'un conflit entre les deux puissances qui risque de durer.

DANS CE CONTEXTE, QUEL IMPACT AURA CE CONFLIT EN AMÉRIQUE LATINE ?

La région va-t-elle connaître la même situation que lors des quatre décennies de la première guerre froide, lorsque le manque d'unité régionale et d'action collective l'a laissée à la merci des deux superpuissances d'alors, payant un prix très élevé pour cela ? Ou bien nos pays, réputés plus mûrs et développés soixante-dix années plus tard, sont-ils

capables d’assumer leur propre destin, sans payer les conséquences néfastes des manipulations de ceux qui ne protègent que leur propre intérêt ? Quel serait le bon chemin à prendre pour arriver à cette fin ?

Ce texte tente de répondre à cette question, peut-être la plus importante qu’affronte la région aujourd’hui. La première partie identifie les facteurs du déclenchement d’une deuxième guerre froide, la deuxième analyse les raisons qui placent l’Amérique latine devant une si grave croisée des chemins. La troisième partie affirme le « non-alignement actif » comme politique alternative. Une quatrième partie esquisse un agenda de politique extérieure s’inscrivant dans cette direction, suivi de brèves conclusions.

UN FILM DÉJÀ VU

Lors d’une visite récente du Secrétaire d’État Mike Pompeo au Royaume-Uni, ce dernier a déclaré : “ *Le parti communiste chinois est la menace centrale de notre temps* ”. La phrase, prononcée seulement deux semaines après la trêve partielle intervenue entre les États-Unis et la Chine dans la guerre commerciale qu’ils se livrent depuis 2018, montre bien que le degré de tension entre Washington et Pékin est loin de diminuer. Les tensions sont passées du domaine commercial au domaine technologique avec la campagne internationale menée par les États-Unis pour proscrire l’entreprise de télécommunications chinoise Huawei du maximum de pays, campagne qui connaît d’ailleurs un succès relatif.

Cette dégradation de plus en plus accentuée des relations entre les deux puissances n’est pas seulement due à la mentalité ou aux choix personnels du président Donald Trump. S’il y a un point de sa politique extérieure qui recueille un soutien transversal aux États-Unis, c’est bien celui qui concerne la Chine. Des dirigeants du Parti démocrate tels que la sénatrice et ex-candidate à la présidence Elizabeth Warren et le chef de la minorité au Sénat, Chuck Schumer, sont même partisans d’une politique encore plus dure vis-à-vis de la Chine. Ceux qui croient que l’arrivée d’un démocrate à la présidence aux élections de novembre prochain pourrait provoquer un changement radical dans les relations sino-américaines se trompent. D’après un sondage de Pew Research, la perception que l’opinion publique américaine a de la Chine s’est sérieusement dégradée ces dernières années. Tandis qu’en 2017, 47% de la population avait une opinion favorable de la Chine et 44% une opinion défavorable, ces pourcentages ont changé et sont arrivés à 26% et 60% en 2019. Les groupes d’opinion (*focus groups*) consultés par les candidats démocrates confirment le bon accueil des positions anti-chinoises.

Une enquête réalisée par l’institut Harris, réalisée début avril 2020, indique que 66% des Républicains et 38% des Démocrates sont d’accord pour que Trump adopte une politique encore plus dure vis-à-vis de la Chine en matière commerciale.

Par ailleurs, la concentration toujours plus forte du pouvoir entre les mains du Président Xi Jinping, les positions nationalistes prises par la République populaire de Chine sous sa direction, et la politique extérieure beaucoup plus ferme menée dernièrement rendent plus difficile l'acceptation des demandes de plus en plus fermes de Washington. Le passage d'un système de direction collective, comme c'était le cas à l'époque des présidents Jiang Zemin (1992-2002) et Hu Jintao (2002-2012), à une direction personnalisée comme celle de Xi amène ce dernier à répondre plus rapidement et directement aux défis qu'affronte son pays. Ne pas le faire peut avoir un coût élevé.

Ces éléments nous font penser que nous vivons actuellement les prémices d'une deuxième guerre froide, non pas entre les États-Unis et l'Union soviétique cette fois-ci, mais entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Dans ce contexte, l'année 2020 est donc comparable à l'année 1950.

Cela dit, il existe au moins deux différences entre la situation actuelle et celle d'il y a soixante-dix ans. D'une part, l'économie chinoise est aujourd'hui bien plus puissante que celle de l'Union soviétique de l'époque. Elle est, de fait, plus importante, en termes de parité du pouvoir d'achat, que l'américaine. Les projections montrent qu'elle le sera aussi en termes nominatifs en 2029. D'autre part, dans ce monde globalisé, les deux économies sont beaucoup plus imbriquées en comparaison avec celles américaine et soviétique des années 1950. En 2018, le commerce bilatéral a dépassé les 700 milliards de dollars et l'investissement des deux côtés a été très significatif aussi, de l'ordre de quelques centaines des millions de dollars. Apple, l'entreprise la plus valorisée dans les bourses du monde, fabrique une grande partie de son produit phare, l'I-Phone, en Chine.

Deux axes de ce différend pour l'hégémonie mondiale sont centraux. En matière de technologie, la Chine a eu des avancées importantes. Même si les États-Unis restent en tête dans de nombreux secteurs de la haute technologie, y compris dans la production des "chips" (puces électroniques), la Chine garde la première place dans le domaine des télécommunications grâce à la technologie 5G, ce qui explique la campagne internationale menée par Washington pour proscrire son implantation via Huawei, le fleuron des entreprises chinoises.

En matière de gouvernance économique globale, les États-Unis affichent aujourd'hui une position protectionniste et isolationniste, couplée avec l'application de sanctions et d'embargos commerciaux unilatéraux à l'encontre et à l'opposé de l'ordre international libéral qu'ils ont promu autrefois. Ceci place la Chine dans une curieuse position de protectrice du multilatéralisme et des résolutions régulées dans les différends entre nations.

Une nouvelle approche se fait jour aux États-Unis. Elle consiste à promouvoir l'idée de changer l'imbrication actuelle des deux économies - qui représentent à elles deux 40% du PIB mondial - au moyen d'un désengagement (" *uncoupling* "). Cela veut dire réduire et décourager le commerce, l'investissement et même le flux des personnes entre les deux pays (jusqu'en janvier 2020, le flux était de 10 000 personnes par jour).

Le gouvernement chinois, pour sa part, a constaté que le pays dépendait beaucoup trop de la technologie et des entreprises américaines pour développer sa croissance et qu'il était urgent de changer cet état de fait. Promouvoir le développement scientifique et technologique interne, ainsi que l'innovation faite par les entreprises chinoises elles-mêmes est maintenant l'ordre du jour. Ce choix vaut aussi pour développer une croissance plutôt basée sur la consommation intérieure que sur les exportations, longtemps au cœur du moteur de l'économie chinoise.

L'AMÉRIQUE LATINE LE DOS AU MUR

Voici la situation à laquelle doit faire face l'Amérique latine en ce début de décennie plutôt difficile. Pendant la période 2010-2019, la croissance de la région n'a pas dépassé 1,9 % en moyenne annuelle, résultat plus mauvais que celui de n'importe quelle autre région (l'Afrique a atteint 4,4%). Cette performance a été même inférieure à celle de ladite " décennie perdue " des années 1980. En 2019, la croissance de la région a été de 0,8 % et les estimations pour 2020 évoquent une croissance négative de 2 %, soit la septième année consécutive de croissance inférieure à 2 %.

D'un point de vue plus large, en matière d'insertion internationale de la région, le fait le plus significatif de - peut-être - toute son histoire, a été l'irruption de la Chine, devenue aujourd'hui le principal partenaire commercial de l'Amérique du Sud, évinçant ainsi les États-Unis et l'Europe, ses partenaires traditionnels pendant les deux siècles de son histoire indépendante. Le commerce entre la Chine et l'Amérique latine a cru de manière vertigineuse, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à 310 en 2018. La croissance des investissements chinois dans la région est du même ordre à partir de 2010, et les flux financiers de la banque chinoise sont supérieurs aujourd'hui à ceux de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de développement d'Amérique latine (CAF) réunis. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Brésil, du Chili, du Pérou et de l'Uruguay, et le numéro 2 pour une majorité du reste des pays sud-américains.

Depuis 2017, trois pays latino-américains (le Panama, la République dominicaine et El Salvador) ont coupé les ponts avec Taiwan et ont établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Une douzaine de pays de la région au moins ont signé un *Mémoire d'entente* dans le cadre de l'initiative des « nouvelles routes de la soie »

(« One Belt, One Road »), projet phare de la politique extérieure de la Chine sous Xi Jinping. Huit pays sud-américains ont rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) basée à Pékin, en qualité de « membres prospectifs ». Seul l'Équateur a payé le droit d'entrée et acquis ainsi la qualité membre de plein droit.

Bien que la présence chinoise dans la région ait été vue avec équanimité par Washington pendant le gouvernement Obama, cette situation a changé. Les visites dans plusieurs pays du Secrétaire d'État et du Secrétaire à la Défense destinées à dénoncer la présence chinoise sont désormais monnaie courante.

Le message de Washington est que la position actuelle des chancelleries latino-américaines qui prétendent garder de bonnes relations aussi bien avec les États-Unis qu'avec la Chine est inacceptable et qu'il est temps de choisir entre Washington et Pékin. D'après Washington, l'Amérique latine doit s'aligner sur les positions américaines. Elle doit limiter le commerce avec la Chine et refuser d'autres investissements de ce pays.

La Chine a pour sa part accentué son offensive diplomatique dans la région grâce à des initiatives telles que le Forum ministériel China-CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens) et un programme très ambitieux de diplomatie médicale dans le contexte de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19.

La région se retrouve dans une position difficile. La relation avec les États-Unis, qui font partie de « l'hémisphère occidental » (le continent) et sont la première puissance mondiale, est très ancienne ; elle se reflète dans les liens étroits créés dans divers domaines.

S'il y a une chose que ces pays ne peuvent pas faire, c'est rompre avec Washington. Les relations avec la Chine, bien qu'elles soient beaucoup plus récentes et surtout centrées sur l'économie, sont devenues fondamentales pour le commerce extérieur de ces pays. Un quart des produits agricoles importés par la Chine provient de quatre pays du cône sud latino-américain (l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay).

La Chine est le principal investisseur dans le secteur minier du Pérou et le premier acheteur du cuivre, du fer, du pétrole et du soja de l'Amérique du Sud. L'essor connu par la région dans les années 2003-2013, grâce au *boom* des matières premières, est dû en grande partie à la demande chinoise. Rompre avec Pékin n'est pas une alternative non plus.

Que faire alors ?

LE « NON-ALIGNEMENT ACTIF » COMME OPTION

Dans les années cinquante, au début de la première guerre froide, les pays d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine ont dû affronter une situation semblable. Entre Washington et Moscou, certains ont opté par une “troisième voie”. Conduits par Jawaharlal Nehru de l’Inde, Sukarno d’Indonésie et Gamal Abdel Nasser d’Égypte, les chefs d’État de 29 pays d’Asie et d’Afrique se sont réunis lors de la conférence de Bandung, en Indonésie, en 1955.

Cette rencontre inspira, en 1961, la création du Mouvement des pays non alignés lors du premier sommet qui eut lieu à Belgrade, et qui existe toujours, ainsi que d’autres organisations comme le Groupe des 77 au sein des Nations unies. Le sociologue anglais Peter Worsley baptisera ce groupe de pays le « Tiers monde », en considérant que le « Premier » était celui des pays développés, et le « Second », celui du camp socialiste.

Le Mouvement des pays non alignés n’a pas été accueilli en Amérique latine comme il l’a été en Afrique et en Asie, à quelques exceptions près. Cuba a été le seul pays de la région présent au sommet de Belgrade et, par la suite, il a été pays hôte des sommets de 1979 et 2006. Le Chili est entré en 1971, a été suspendu à la suite du coup d’État de 1973 et a repris sa place en 1991.

L’Argentine est entrée dans le Mouvement en 1973. Juan Domingo Perón l’a identifiée comme référent de la politique extérieure du pays, en accord avec la traditionnelle “troisième position” déjà promue par le péronisme dans les années 1950. En 1991 cependant, durant le gouvernement de Juan Carlos Menem, l’Argentine a quitté le Mouvement. La Colombie a présidé le Mouvement entre 1995 et 1998. Le Venezuela en a été le siège du sommet en 2012. Le Brésil et le Mexique ont eu une attitude ambiguë, en participant en tant qu’observateurs, sans devenir membres à part entière.

En 2020, 14 pays latino-américains et 13 pays des Caraïbes sont membres du Mouvement, qui compte au total 117 pays. Mais trois des plus grands pays de la région, l’Argentine, le Brésil et le Mexique, n’en sont pas membres.

Le Mouvement n’a pas été exempt de critiques. Pour certains, le non-alignement ne faisait que dissimuler la condition de “compagnons de route” de Moscou de ces pays, accusation portée contre l’Inde de Nehru, mais aussi contre le Cuba de Fidel Castro. Pour d’autres, la diplomatie du “*cahier de doléances*” pratiquée par le Mouvement et d’autres organismes proches, mettant en avant des propositions telles que le Nouvel ordre économique international (NOEI) dans les années 1970, ou l’exigence de procéder à des transferts massifs de ressources du Nord vers le Sud, ont été des exercices inutiles qui n’ont conduit nulle part et qui démontraient en revanche le manque de réalisme des pays membres en

matière de fonctionnement des relations internationales. Ces critiques ont entaché la réputation du Mouvement.

Ceci dit, il est difficile de mettre en doute le fait que, pendant plus de trois décennies, le non-alignement comme alternative à la subordination automatique soit à Washington, soit à Moscou, a identifié un espace pour les pays en voie de développement. Cet espace a facilité la création de coalitions diverses et est devenu le lieu de rencontres de pays très différents des trois continents.

Ses principes de base, à savoir, l'indépendance et l'autonomie des pays en voie de développement, le soutien à l'Organisation des Nations unies, la défense du principe de non-intervention et de résolution pacifique des différends restent toujours d'actualité même si les revendications économiques ont disparu.

Alors que débute une nouvelle guerre froide, que le régionalisme latino-américain traverse une crise profonde et que les chancelleries ne savent plus comment répondre face à ce dilemme géopolitique, le « non-alignement actif » apparaît comme une option à considérer.

Il n'est pas question ici de reprendre des propositions dépassées ni de faire revivre la déjà vieille diplomatie du « *cahier des doléances* ». Au contraire, l'idée est de créer un non-alignement *aggiornado* (actualisé), adapté aux impératifs du nouveau siècle.

Il s'agit de maximiser pour un pays les bénéfices de son intégration aux flux commerciaux, d'investissements et de financements internationaux pour son propre développement, tout en préservant les espaces et les outils politiques lui permettant de définir et de mettre en place ce modèle de développement. Dans ce contexte, il est impératif de construire un régime de gouvernance internationale démocratique et inclusif qui combine interdépendance globale et autonomie nationale.

UN AGENDA POUR UN « NON-ALIGNEMENT ACTIF »

Dans un tel contexte, plutôt que chercher à récupérer coûte que coûte les bonnes relations avec leurs partenaires traditionnels, c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe - qui n'ont d'ailleurs aucun intérêt à le faire-, les pays latino-américains devraient assumer pleinement cette nouvelle conjoncture et mettre en place une nouvelle approche dans leurs relations internationales.

Cette approche devrait inclure les mesures suivantes :

Le renforcement des instances régionales

Leur effondrement au cours des dernières années a affaibli de plus en plus la position de l'Amérique latine au moment où se produisent d'importants changements dans l'ordre international.

En reprenant les mots de Henry Kissinger, la question "*Si je veux parler avec l'Amérique latine, quel numéro de téléphone dois-je composer ?*" n'a pas une réponse évidente. Le grand danger pour nos pays est de rechercher, en ordre dispersé et en compétition les uns avec les autres, les moyens d'approfondir leur intégration aux principaux centres de l'économie mondiale. Si cette perspective se confirmait, le résultat serait, d'une part, une intégration subordonnée de quelques-uns des pays aux principaux centres mondiaux, avec le risque de reproduire la matrice "primo-exportatrice", et d'autre part, une augmentation de la désintégration régionale et la réduction concomitante de la capacité des pays latino-américains à influencer sur les affaires mondiales.

La CELAC, dont la présidence *pro tempore* vient d'être assurée par le Mexique, qui fait un notable effort pour la sauver d'une mort annoncée, est dans ce contexte l'entité la plus inclusive.

En janvier dernier, le Mexique a présenté un plan de travail ambitieux pour cette année 2020, lors d'une réunion à laquelle assistaient 29 pays. Ce plan comprend 14 projets parmi lesquels se détachent la coopération aérospatiale et aéronautique, la gestion des risques des ressources naturelles, la gestion durable des ressources océaniques et la lutte contre la corruption.

Son appel à reprendre les interventions conjointes dans les organismes internationaux est pertinent, tout comme l'appel qu'il fait à renforcer les contacts avec des partenaires extrarégionaux tels que l'Union européenne, la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie et la Corée du sud.

Toutefois, le bilan de la première décennie de la CELAC est plutôt modeste. Tout effort allant dans cette nouvelle direction doit intégrer tous les fronts, y compris le Mercosur et l'Alliance pacifique, et envisager de possibles convergences entre eux.

La manière de travailler *a minima*, avec des organismes "de façade", sans budgets ni structures permanentes, a été un échec et devrait être revue. L'idée – déjà intégrée dans la pratique conventionnelle - qui consiste à croire que plus de trente pays ne sont pas en mesure d'affronter les dépenses d'une entité régionale ne résiste pas une analyse approfondie. Le prix payé par cette austérité mal comprise est énorme.

La réorientation des politiques extérieures et des chancelleries

Malgré les changements considérables qui se sont produits dans l'économie globalisée où plus de la moitié des investissements directs étrangers (IDE) se fait au niveau Sud-Sud, les chancelleries latino-américaines semblent toujours prisonnières du passé. La plus grosse partie des ressources budgétaires, humaines et administratives est attribuée aux priorités traditionnelles du monde tel qu'il était en 1945. Quoi que l'on dise, l'Asie et l'Afrique sont toujours les "parents pauvres" dans cet agenda. Une politique extérieure adaptée aux réalités commerciales et financières actuelles devrait introduire des changements significatifs dans ce domaine.

Comprendre qu'il existe des nouvelles institutions financières internationales

Le poids de l'inertie et le contrôle exercé sur les ministères des Finances de la région par la Banque mondiale et le FMI n'ont jamais été mieux démontrés que par le constat que, sur les 8 pays membres prospectifs de la BAII, en incluant le Brésil en qualité de membre fondateur, seul l'Équateur ait payé sa contribution et soit devenu membre de plein droit.

Les montants concernés sont nominatifs et symboliques ; il n'est donc pas question de disponibilité des ressources. Le Chili, qui a été pionnier dans le développement des relations avec la Chine, a raté l'occasion de devenir le premier membre de plein droit, à cause d'une combinaison de paresse et de mauvaise foi du gouvernement actuel. Refuser de participer à ces nouvelles entités, malgré les nombreuses opportunités qu'elles offrent, révèle une mentalité anachronique trop éloignée de ce qui est nécessaire dans ces nouveaux temps.

Un commentaire similaire peut convenir quant à la capitulation des pays de la région face à la pression exercée par les États-Unis pour annuler, à quatre jours de l'ouverture, la réunion annuelle des gouverneurs du BID qui devait se tenir à Chengdú en mars 2019.

Garder une position équilibrée des deux puissances sur les questions globales

Le plan de paix pour le Moyen-Orient, annoncé récemment par le président Trump, et destiné uniquement à appuyer la réélection du Premier ministre Benjamin Netanyahu en Israël, a récolté les félicitations des chancelleries du Brésil et du Chili. Que ce plan soit en contradiction avec les politiques soutenues depuis des années par ces deux pays au sujet du conflit israélo-palestinien semble ne gêner personne.

Qu'il s'agisse des deux pays (et des deux chancelleries) ayant le plus de poids et de pratique en matière de politique extérieure dans la région qui de surcroît acceptent de dévaluer leur propre monnaie et leur propre crédibilité ne fait qu'aggraver le problème.

Le même commentaire peut être fait à propos de la politique chinoise en matière d'investissements étrangers et de coopération internationale. En décembre 2017, la Chine a signé, au sein de l'OMC, une déclaration ministérielle conjointe appelant à " initier des discussions structurées afin d'élaborer un cadre multilatéral au sujet des facilités accordées aux investissements ". Avec cette signature, la Chine a abandonné son traditionnel refus d'inclure l'investissement parmi les compétences de l'OMC. Il est en réalité très difficile de séparer la thématique des facilités accordées aux investisseurs pour accéder au marché national et la protection de l'investissement. Un éventuel accord sur les facilités va interférer avec la capacité des États à sélectionner les investissements et ouvrira les portes à la libéralisation indiscriminée des flux d'IDE et à la pénétration du capital étranger dans les économies en voie de développement.

Une approche de « non-alignement actif » se doit de réaffirmer l'opposition à l'établissement d'obligations internationales qui viennent priver l'État de sa capacité à sélectionner et imposer des obligations aux investisseurs étrangers.

Pour sa part, la Chine a également résisté à accepter le principe de mettre en place des instances d'évaluation de l'efficacité de son aide extérieure qui puissent provoquer un examen international de l'impact qu'elle provoque.

L'approche du « non-alignement actif » doit promouvoir l'importance d'un tel mécanisme universel et transparent d'évaluation des effets de la coopération internationale portée par le Forum sur la coopération en matière de développement des Nations unies, devant s'appliquer à tous les donateurs.

CONCLUSION

La première guerre froide a eu des conséquences néfastes pour l'Amérique latine, dont certaines pèsent encore à ce jour. Le Guatemala en 1954, la République dominicaine en 1965, le Chili en 1973, la Grenade en 1983 et le Panama en 1989 en sont les exemples les plus visibles. Cuba paie encore un prix très élevé par la prolongation de cette guerre jusqu'aujourd'hui.

Rien n'empêche de penser que la deuxième guerre froide pourrait avoir des conséquences similaires. La différence est que, cette fois-ci, ce qu'il y a en jeu du point de vue économique est beaucoup plus important compte tenu de la taille et de l'implication de

l'économie chinoise dans la région, bien différentes de celles de l'Union soviétique en son temps.

Ceci n'est ni un sujet de droite ou de gauche. Les gouvernements conservateurs ont autant à perdre que les gouvernements progressistes ou centristes. Le défi aujourd'hui est de savoir comment bien transmettre ce message et que la région dans son ensemble perçoive la magnitude du problème qui se présente à elle. ■

ANALYSE #1

L'AMÉRIQUE LATINE, LE NON-ALIGNEMENT ET LA DEUXIÈME GUERRE FROIDE

PAR CARLOS FORTIN, JORGE HEINE ET CARLOS OMINAMI

Carlos Fortín est professeur à The Institute of Development Studies de l'Université du Sussex (Royaume-Uni). Il a été secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) entre 1990 et 2005. **Jorge Heine** est docteur en science politique à l'université de Stanford et professeur de relations internationales à l'université de Boston (Frederick S. Pardee School of Global Studies), États-Unis. **Carlos Ominami** est docteur en sciences économiques à l'université Paris 10 (Nanterre, France). Il a été ministre de l'Économie du Chili et est actuellement le directeur de la Fondation Chili 21.

SEPTEMBRE 2020

Ce texte a été publié dans *Foreign Affairs Latinoamerica*, juillet-septembre 2020,

Traduction : Rosa Gutierrez

PROGRAMME AMÉRIQUE LATINE / CARAÏBE

Sous la direction de Christophe VENTURA, directeur de recherche à l'IRIS

ventura@iris-france.org

Cette collection d'articles s'inscrit dans le cadre du programme Amérique latine/Caraïbe de l'IRIS. Elle propose des contributions d'auteurs français ou internationaux dont les analyses éclairent les enjeux géopolitiques latino-américains. Le programme Amérique latine/Caraïbe de l'IRIS entend combiner différents niveaux de production d'analyses destinées à un public divers constitué de professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.), d'étudiants et de spécialistes de la région (chercheurs, universitaires, institutionnels). Il propose des décryptages de l'actualité géopolitique latino-américaine, des relations entre cette région et le reste du monde, ainsi que la publication d'études thématiques approfondies sur l'ensemble de ces sujets utiles à tous ces publics.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org